

LES STRATÉGIES ASSOCIATIVES
DANS LA SOCIÉTÉ JUIVE OTTOMANE (XIX^e-XX^e siècles)

L'apparition d'une vie associative au sein des communautés juives de l'Empire ottoman ne date pas de leur entrée timide, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, dans la modernité, synonyme pour elles d'occidentalisation et de relative sécularisation. C'est en revanche à cette période que des associations d'un type nouveau virent le jour. Celles-ci ne remplacèrent pas les groupements relevant de la vie traditionnelle juive ou juive ottomane, comme les associations de bienfaisance et d'instruction ou d'autres, liées au contexte local, comme les corporations professionnelles¹. Ces associations traditionnelles continuèrent à fonctionner alors même que des associations d'un autre type s'arrogeaient certaines de leurs attributions, encore que, pour elles, ces activités vinssent seulement compléter les divers moyens de socialisation et de participation politique qu'elles offraient.

La participation politique étudiée ici sera avant tout celle de groupes d'opinion juifs agissant par le biais d'associations, de cercles, de clubs, de comités et même de corporations de métiers et qui, en général, se constituèrent progressivement en se réclamant de leurs homologues occidentaux, comme l'Alliance israélite universelle (abrégé en Alliance)², le mouvement sioniste, le *Hilfsverein der Deutschen Juden* (abrégé en *Hilfsverein*)³ ou le *B'nai Brith* (prononciation locale : *Béné Béri*)⁴. On comprend, dès lors, que le rôle des

1. Sur les corporations professionnelles, voir Robert MANTRAN, « Le milieu urbain et social à Istanbul. Les activités économiques : les gens des corporations », in : *id.*, *L'Empire ottoman du XVI^e au XVIII^e siècle*, Londres, Variorum Reprints, 1984, [III], pp. 119-159.

2. Organisation fondée à Paris en 1860 pour l'émancipation des juifs dans les pays où cette émancipation n'était pas encore réalisée, et pour leur protection en cas de persécution. Par la suite, l'Alliance se proposa aussi d'assurer leur « régénération morale et matérielle », notamment par une œuvre scolaire. Ainsi, entre 1862 et 1914, elle instaura, dans le bassin méditerranéen, un important réseau d'écoles primaires (pour garçons et filles), auquel s'ajoutèrent des œuvres d'apprentissage et des écoles agricoles. Ces écoles, fondées avec la participation des communautés locales, fonctionnaient sur un programme d'études de type français, complété par un enseignement des matières juives et des langues locales. L'Empire ottoman constitua le plus important bastion scolaire de l'Alliance qui, en revanche, ne put s'implanter au sein du judaïsme de l'Est européen. L'Alliance contribua notamment à la diffusion de la langue et de la culture françaises.

3. Organisation juive allemande fondée en 1901 pour l'amélioration des conditions sociales et politiques des juifs d'Europe de l'Est et d'Orient, qui développa dans l'Empire ottoman un petit réseau scolaire rival de celui de l'Alliance et qui fut, dans l'Empire ainsi que dans les Balkans, un instrument de la pénétration de la langue et de la culture allemandes.

4. Organisation juive structurée sur le modèle des ordres maçonniques en Loges et Chapitres, fondée aux États-Unis en 1843. Elle s'implanta à Istanbul en 1911.

idéologies d'importation, bien que passées au crible des exigences locales, fut essentiel dans le positionnement des différentes tendances au sein des communautés juives de l'Empire, dès la seconde moitié du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle.

En 1835, l'instauration de la charge de Grand Rabbin (*haham başı*)⁵, en principe, pour l'ensemble du judaïsme ottoman et la mise en place, en 1865, du Statut organique (*hahamhane nizamnamesi* ou *nizamati*)⁶, officialisant les différentes instances de la direction communautaire, mixte, religieuse et laïque, aboutirent à la structuration des institutions communautaires. Celle-ci contribua à la politisation progressive des diverses tendances qui, au sein de la communauté, et notamment parmi les laïcs, convoitaient le pouvoir.

Par ailleurs, l'évolution politique du pays allait susciter, chez certains philanthropes et groupes d'opinion juifs occidentaux, un intérêt nouveau pour le judaïsme ottoman. De ce point de vue, les *Tanzimat* (ère des réformes), en particulier le Rescrit impérial de Gülhane (*Gulhane Hatt-i Hümayunu*), en 1839, et le décret de Réforme (*Islahat Fermanı*), en 1856, ainsi que la révolution «jeune turque» (1908) constituèrent des étapes importantes dans leur pénétration par différents biais.

Finalement, c'est autour du pouvoir communautaire et par rapport à lui qu'évoluèrent les différents groupes d'opinion, même si, localement, leur vocation première ne fut pas toujours définie ainsi.

La vie associative entra très tôt dans les projets d'action de ces groupes d'opinion, qu'ils fussent autochtones ou importés. Entre l'utilisation qu'ils en firent et la perception qu'en eurent les populations, s'instaura parfois un réel décalage. Le succès que connut la vie associative fut aussi lié à cet écart. Chacune des parties qui se mouvaient dans ces espaces associatifs en fit l'usage qui lui convint.

L'ASSOCIATION ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Par société traditionnelle, on entend généralement une société où le religieux pénètre toutes les activités, y compris celles qui, dans nos sociétés modernes, sont considérées comme n'ayant aucun rapport avec lui⁷. En fait, la vie sociale sous toutes ses formes y est régie et organisée par le religieux⁸.

Dans la société traditionnelle juive, les associations ne pouvaient avoir droit de cité qu'à condition de représenter les valeurs qu'elle admettait : l'étude de la *Tora*, l'accomplissement de la charité et la poursuite d'activités

5. Moïse FRANCO, *Essai sur l'histoire des Israélites de l'Empire ottoman*, réimp., Paris, Centre d'études Don Isaac Abravanel, U.I.S.F., 1980, p. 151; Abraham GALANTÉ, *Histoire des juifs d'Istanbul*, Istanbul, Hüsnütabiat, 1941, vol. I, pp. 108-109.

6. Pour le texte original, voir *La konstitusion para la nasyon israelita de Turkia* [Constitution de la nation israélite de Turquie], s.l., Estamparia del Zurnal Israelit, 5625, 1865.

7. Jacob KATZ, «Traditional Society and Modern Society», in Shlomo DESHEN and Walter P. ZENNER (eds.), *Jewish Societies in the Middle East*. Washington University Press of America, 1982, pp. 38-39. Il n'existe pas d'équivalent sépharade du travail théorique entrepris par J. Katz sur la société traditionnelle achkénaze. Les travaux d'amateurs éclairés (comme Abraham GALANTÉ, Joseph NEHAMA et d'autres) qui seront cités ici à diverses reprises semblent néanmoins autoriser, sur divers points, des rapprochements avec le type de société décrit par J. Katz.

8. *Id.*, p. 43.

philanthropiques⁹. Ces associations constituaient également des lieux de socialisation pour la minorité qui y œuvrait. La conception d'une vie associative s'adressant au grand nombre se développa avec la modernisation et la sécularisation relative qui y était attachée.

L'organisation communautaire des juifs venus d'Espagne et du Portugal dans l'Empire ottoman au XV^e siècle comprenait aussi une vie associative répondant aux exigences de la vie traditionnelle juive qui continua à se développer par la suite¹⁰. A l'ère de la modernisation, ces associations coexistèrent avec les associations séculières; elles se multiplièrent même, pour lutter contre les calamités qui s'abattaient sur les communautés juives ottomanes et contre la paupérisation croissante¹¹. A la même époque, les associations de type traditionnel, en particulier celles qui se consacraient à la bienfaisance, connurent une sécularisation progressive liée à la banalisation du caractère religieux qui avait prévalu à leur fondation.

Par ailleurs, les différentes fonctions qu'elles assuraient et le rôle qu'elles commencèrent à jouer à partir du XIX^e siècle, en raison de leur nouvelle composition, plus populaire, et de leur intervention dans la politique communautaire, apparentèrent également les corporations juives, sur plusieurs points, aux associations¹².

Les associations nouvelles apparues dans les grands centres juifs de l'Empire, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, se développèrent certes dans le cadre communautaire, encore que la plupart ne dépendissent plus directement de la *kehila* (la communauté en tant que structure institutionnelle). Se déploya une vie associative dont l'objectif principal n'était plus seulement d'accomplir les préceptes religieux de la vie traditionnelle juive. Cette «extériorité» pouvait être génératrice de conflits; elle pouvait aussi insuffler un nouveau dynamisme aux communautés¹³. De fait, nombre de ces associations véhiculèrent certaines des idées-forces de la modernité juive, toutefois avec un succès variable.

Au XIX^e siècle, pendant les *Tanzimat*, la modernisation des juifs ottomans fut entreprise sur l'intervention des juifs occidentaux et avec la complicité des élites juives locales, liées à la bourgeoisie marchande et aux milieux de la finance et en grande partie de nationalité étrangère, notamment italienne (les *Franco*)¹⁴. Il s'agissait là d'une modernisation par le haut, largement due au volontarisme des

9. Jacob KATZ, *Tradition and Crisis. Jewish Society at the End of the Middle Ages*, 3^e éd., New York: Schocken Books, 1977, p. 158.

10. Pour une liste de ces associations, voir: Joseph NEHAMA, *Histoire des Israélites de Salonique* [reproduction], Salonique: Fédération sépharuite mondiale, 1959, t. V, pp. 44-53; GALANTÉ, *Histoire des juifs d'Istanbul*..., *op. cit.*, vol. I, pp. 203-205; *id.*, *Histoire des juifs d'Anatolie*, Istanbul, M. Babok, 1937, vol. I, pp. 86-100.

11. GALANTÉ, *Histoire des juifs d'Istanbul*..., *op. cit.*, vol. I, pp. 206-221; Avraham AMARILIO, «*Hevrot zedakah ve-hesed* [Associations de charité et de bienfaisance]», *Sefunot* (15), 1971-1981, pp. 105-133.

12. Ya'acov BARNAI et Haim GERBER, «*Gildot yehudiot be-Kušta be-salhei ha-me'a ha-18* [Les corporations juives à Constantinople à la fin du XVIII^e siècle]», *Michael* (7), 1981, pp. 209-210.

13. KATZ (*Tradition*..., *op. cit.*, pp. 166-167) développe une analyse similaire dans sa description de la vie associative traditionnelle. Étant donné le peu d'informations que nous possédons sur les associations traditionnelles dans l'Empire, il n'est pas aisé d'évaluer leurs rapports avec les structures officielles de la communauté. Notre analyse nous amène à repérer la manifestation de cette relative indépendance dans les associations d'un nouveau type.

14. Sur les *Franco*, voir: Aron RODRIGUE, *French Jews, Turkish Jews. The Alliance Israélite Universelle in Turkey, 1860-1914*, Cambridge, Mass., Thèse de Doctorat [Ph. D.] non publiée, Harvard University, 1985, pp. 85-113.

élites. Corollaire de la « régénération » des juifs locaux, cette modernisation devait s'effectuer par le biais d'une instruction et d'une éducation de type occidental.

La dynamique créée en particulier par cette couche de notables, plutôt progressistes par rapport à la direction communautaire en place, et aussi par des *maskilim* (adeptes de la *haskala*, le mouvement juif des Lumières), soucieux de réformer la communauté juive, ouverts à l'Occident et prêts à collaborer avec le judaïsme européen, prépara le terrain à l'implantation de l'Alliance et de son réseau scolaire. Des comités locaux de la Société furent fondés afin de soutenir son œuvre dans l'Empire. Ainsi, en 1863, fut formé celui de Salonique, puis, la même année, le comité régional de l'Alliance à Istanbul; d'autres suivirent¹⁵. Dès 1864, une école de l'Alliance fut fondée à Volo; d'autres allaient essaimer dans l'Empire. Ces comités constituaient l'équivalent laïque et moderne de sociétés comme les sociétés de *Talmud tora*, « œuvres de piété, science et solidarité étroite »¹⁶, qui détenaient jusque-là le monopole de l'enseignement et de l'éducation, essentiellement religieux, dans la société traditionnelle juive. Ces comités firent partie des premières associations juives d'un type nouveau, de par leur obédience, espaces de transition entre l'Occident juif et les communautés locales, encore majoritairement traditionnelles.

La fondation des écoles de l'Alliance favorisa celle de toute une série d'œuvres postsecondaires, visant à compléter l'œuvre d'instruction et d'éducation proprement dite. Ces associations réunissaient en priorité les anciens élèves des écoles, auxquels s'ajoutaient d'autres catégories de membres (y compris des notables) susceptibles d'appuyer l'entreprise. Elles permettaient à l'Alliance à la fois de garder dans son giron ses futurs appuis et de les utiliser comme courroie de transmission de son idéologie. Elles apparurent dès la dernière décennie du xix^e siècle. L'Association des anciens élèves de l'Alliance de Smyrne fut fondée en 1896¹⁷, celle de Salonique en 1897¹⁸, celle d'Andrinople en 1901¹⁹. A Istanbul, il fallut attendre 1910²⁰. Plus tard, se constituèrent aussi des Associations d'anciennes élèves comme celle de Salonique, fondée en 1909²¹.

15. *Id.*, pp. 124-128 sq.

16. Sur les sociétés de *Talmud tora* à Salonique, voir : NÉHAMA, *Histoire...*, op. cit., t. 5, pp. 45-54; Avraham Saul AMARILIO, « *Hevrat Talmud tora ha-gadol be-Saloniki* [La société du grand *Talmud tora* à Salonique], *Sefunot* (13), 1971-1978, pp. 274-309. Sur les écoles de ces sociétés équivalentes des *hadarim* d'Europe de l'Est, dénommées *meldarim* en judéo-espagnol, et aussi *Talmudei Tora*: Aron RODRIGUE, « The Alliance Israélite Universelle and the attempt to reform Jewish religious and rabbinical instruction in Turkey », in Simon SCHWARZFUCHS (ed.), *L'Alliance dans les communautés du bassin méditerranéen à la fin du XIX^e siècle et son influence sur la situation sociale et culturelle*, Jérusalem, Misgav Yerushalayim, 1987, pp. 53-70.

17. *Bulletin annuel de l'Association des anciens élèves de l'Alliance israélite universelle* (Smyrne), (en abrégé *BSm*) (3), 1899, Assemblée générale du 28 décembre 1898, p. 30.

18. *Bulletin annuel de l'Association des anciens élèves de l'Alliance israélite universelle* (Salonique), (en abrégé *BSa*) [10], 1905-1906, p. 31.

19. *Archives de l'Alliance israélite universelle* (Paris) (en abrégé *AAIU*), France XVII. F. 27, Rapport annuel, M. MITRANI à Paris, 26 septembre 1909 (date de réception), 6 juillet 1921 (ce dernier rapport trace l'histoire de la vie associative liée à l'Alliance à Andrinople). Cette association était connue sous le nom de *Fraternité scolaire* ou de *Cercle de la fraternité*.

20. Deux associations rivales y virent le jour, l'une « allianciste » (pro-Alliance) : l'*Amicale*, et l'autre sioniste : l'*Agudat Crémieux*. A ce sujet, voir *Bulletin de l'Amicale* (Istanbul), (en abrégé *BA*), septembre 1910, part. 1, pp. 5-43; Esther BENBASSA, *Haim Nahum Efendi, dernier Grand Rabbin de l'Empire ottoman (1908-1920) : son rôle politique et diplomatique*, Thèse de Doctorat d'État non publiée, Paris, Université de Paris III (Sorbonne Nouvelle), 1987, pp. 272-281.

21. *Bulletin annuel de l'Association des Anciennes Élèves de l'Alliance israélite universelle* (*BSa*) [1], (1909-1910) n. 14

Ces associations, comparées aux associations traditionnelles, étaient certes ouvertes à un plus grand nombre, mais elles ne constituaient pas encore des espaces populaires. Elles inauguraient une forme de vie associative corporatiste, liée non à un corps de métier, mais à une institution étrangère. Elles devaient contribuer, avec les autres antennes de l'Alliance, à transformer localement la Société en un groupe d'opinion influent et à lui fournir sa base.

Pour ce qui est du nombre d'adhérents, il ressort qu'à Smyrne, en 1897, un an après sa fondation, l'association comptait 183 membres²²; à Salonique, entre 1910-1911, les effectifs atteignaient un peu plus de 350 personnes²³. En fait, ces associations ne touchaient pas la majorité des élèves issus des écoles de l'Alliance. Encore fallait-il qu'elles se substituent aux espaces traditionnels dans lesquels ces jeunes avaient jusque-là l'habitude d'évoluer.

Ces associations visaient à organiser l'entraide parmi les élèves sortis de l'école. Il s'agissait là d'une mouture moderne de la bienfaisance corporatiste, à quoi s'ajoutaient diverses activités culturelles. Elles assuraient aussi certaines des fonctions des corporations professionnelles et de certaines sociétés de secours déjà existantes, en assistant les artisans sortis des œuvres d'apprentissage ou des écoles de l'Alliance. Certaines instituèrent à cette fin des sortes de « syndicats » professionnels et des caisses de prêt, qui n'étaient pas sans rappeler les caisses mutualistes européennes²⁴. L'association de Smyrne avait ainsi créé une *Société ouvrière* chargée d'assurer du travail aux patrons formés dans les œuvres d'apprentissage de l'Alliance et de contribuer à l'amélioration de leur « situation matérielle et morale » au moyen de prêts remboursables²⁵. Celle de Salonique avait pris des dispositions pour réorganiser la société d'artisans juifs *Ermandad* (Fraternité) qui avait cessé de fonctionner²⁶. En 1909, la *Fraternité* d'Andrinople réorganisait à son tour *Le Syndicat des ouvriers*²⁷. Le secteur artisanal et ouvrier pouvait ainsi être couvert, ce qui élargissait l'audience de l'Alliance en permettant sa pénétration dans un milieu déjà organisé dans des corporations de métier. De telles entreprises étaient liées à l'une des composantes de l'idéologie de l'Alliance : la « productivisation » des juifs.

Par des conférences éclectiques, des cours du soir, des représentations théâtrales, des fêtes récréatives, la création de bibliothèques, des activités sportives, la constitution de fanfares, ces associations non seulement complétaient la formation des élèves sortis mais continuaient à les modeler dans un cadre de loisirs occidentalisé et séculier.

Si ces associations légitimaient leur existence par rapport à l'instruction et à l'éducation dispensées par les écoles de l'Alliance, celle de Salonique, par exemple, faisait explicitement figurer dans ses statuts, dans les années 1905-1906, sa mission de propagande en faveur de l'Alliance²⁸.

22. *BSm* (1), 1897, Assemblée générale du 3 mars 1897, p. 5.

23. *BSa* [14], 1910, p. 21; Yosef UZIEL, « *Tnu'ot hevratot* [Mouvements associatifs] » in: *Saloniki, ir va-em be Yisrael* [Salonique, ville-mère en Israël], Jérusalem/Tel-Aviv : Centre de recherches sur le judaïsme de Salonique, Union des juifs de Grèce et al., 1967, p. 128.

24. Esther BENBASSA et Aron RODRIGUE, « L'artisanat juif en Turquie à la fin du xix^e siècle », *Turcica* (17), 1985, pp. 124-125.

25. *BSm* [3], 1899, pp. 15-16; *AAIU*, France XIX. F. 30. D. NABON à Paris, 31 janvier 1910.

26. *BSa* [13], 1909, p. 20.

27. *Archives de l'Alliance Israélite Universelle* (en abrégé *AAIU*), France XVI. F. 27, Rapport annuel, M. MITRANI à Paris, 26 septembre 1909 (date de réception).

28. *BSa* [10], 1905-1906, p. 31 (article 2 des statuts).

Les différentes associations de cette période ne dépendant pas directement de l'Alliance étaient néanmoins en grande partie composées d'élèves issus de ses écoles. A titre d'exemple, on peut citer, pour Andrinople, *Le Cercle israélite* (1890), fréquenté par l'élite, et *Le Cercle de la bienfaisance* (1903)²⁹. Salonique connut relativement tôt une vie associative occidentalisée et séculière; on y trouvait, dès 1873, *Le Cercle des intimes* fondé la même année que la première école de l'Alliance dans la ville³⁰. Dans ses activités, il alliait la philanthropie au culturel. En 1890, toujours à Salonique, était fondé *Le Grand Cercle*, chargé de défendre les intérêts des commerçants juifs³¹. En 1907, l'*Association des anciens élèves de l'école franco-allemande* (école privée juive) s'ajoutait à celle de l'Alliance³². Istanbul aussi eut ses clubs et unions littéraires³³.

Par ailleurs, des sociétés pour la propagation de la langue turque furent fondées vers les années 1900, dans les grands centres juifs dans l'intention de plaire au Palais³⁴. Il est néanmoins clair que la modernisation souhaitée par certains requérait aussi l'intégration dans le pays. L'apprentissage de la langue turque pouvait ouvrir de nouvelles perspectives aux juifs locaux.

Enfin, pour bien rendre compte de l'ère de modernisation traversée par le judaïsme ottoman, il convient de signaler la présence de cercles de *maskilim*. En 1879, à Andrinople, fut fondée une association visant à diffuser les idées de la *Haskala*: *Hevrat Dorsei ha-Haskala* (littéralement: «Société des adeptes de la «Haskala») ou *Sosiedad de los Progresistas*³⁵. Cette association publiait un bulletin (*Boletino de la Sosiedad Dorsei ha-Haskala*), avait souscrit des abonnements à des journaux hébraïques, entretenait une salle de lecture et subventionnait une revue scientifique, en judéo-espagnol et en hébreu, dédiée à l'histoire juive et particulièrement à celle des juifs de Turquie³⁶. Istanbul eut également une association liée à la *Haskala*: *Dorsei Leson Zion* (littéralement: «Les adeptes de la langue de Sion»), fondée en 1890 par des juifs d'Europe de l'Est³⁷. C'est aussi la même année que fut créée, à Smyrne, une association similaire, préconisant aussi l'enseignement de la langue et de la littérature hébraïques selon le programme de la *Haskala*: *Dorsei Leson Ever* (littéralement: «Les adeptes de la langue hébraïque») ³⁸. Ces associations témoignaient de l'impact des nouveaux courants d'idées juifs européens.

29. Après la guerre, cette association apparaît sous la dénomination de *Cercle d'Andrinople*: AAIU, loc. cit.; *ibid.*, Turquie XII. E., M. MITRANI à Paris, 3 avril 1914; 9 janvier 1919.

30. Ce *Cercle*, restructuré en 1907, prit le nom de *Club des intimes*: UZIEL, «Tnu'ot...», op. cit., pp. 127-128.

31. En 1909, regroupant d'autres associations, il devint *Le Grand Cercle commercial*: UZIEL, «Tnu'ot...», op. cit., p. 127.

32. *Id.*, p. 129.

33. GALANTÉ, *Histoire des juifs d'Istanbul...*, op. cit., vol. 1, pp. 222-224. Voir aussi: AAIU, Turquie I. H. 1. *passim* (dans cette liasse se trouvent des informations substantielles sur les différentes associations en relation avec l'Alliance y compris celles d'Istanbul).

34. AAIU, Turquie XXX. E., H. NAHUM à Paris, 27 février 1910; 30 mai 1900.

35. *Boletino de la Sosiedad Dorsei ha-Haskala* [Bulletin de la Société Dorsei ha-Haskala], Andrinople, Imprimerie de l'État, 5649/1889, pp. 3-4.

36. *Idem*, pp. 4-9.

37. GALANTÉ, *Histoire des juifs d'Istanbul...*, op. cit., vol. 1, p. 223; HAIM J. COHEN. *Ha-peilut ha-zionit be-arzot ha-mizrah ha-tikhon* [L'activité sioniste au Moyen-Orient], s. l., *Ha-histadrut ha-zionit ha-olamit*, s.d., pp. 38-39.

38. COHEN, op. cit., p. 38.

Une autre association, inclassable, liée à la *Haskala* mais se distinguant par ses aspirations nationalistes, avait été fondée vers 1899 à Salonique: *Kadima* («En avant» ou «Vers l'est», à savoir «Vers la Palestine») ³⁹. Ses fondateurs étaient des *talmidei hakhamim* (savants, au sens traditionnel) qui, après avoir étudié dans des *yešivot* (écoles religieuses), s'étaient mis à l'apprentissage du français et s'étaient initiés aux sciences profanes. Leurs objectifs consistaient à cultiver la langue hébraïque et à en répandre le goût dans le public, à instruire les masses par l'intermédiaire de l'hébreu, à éclairer et à affermir la foi religieuse par la culture des sciences juives⁴⁰. Cette association regroupait également des enseignants exerçant dans l'enseignement juif traditionnel, des journalistes, des personnes instruites et des commerçants⁴¹. Elle proposait diverses activités: prêt d'ouvrages, cours du soir en grammaire, histoire juive et science hébraïque, conférences, débats⁴². L'association avait mis sur pied une bibliothèque contenant des ouvrages en hébreu et en d'autres langues⁴³. *Kadima* suscitait l'hostilité des cercles conservateurs du fait que ses membres ne semblaient pas se conformer outre mesure aux traditions religieuses. Pourtant, tant par sa composition que par ses objectifs et ses activités, elle se situait à mi-chemin entre la tradition et la modernité. Elle était en fait considérée comme une association sioniste clandestine⁴⁴. Après la révolution «jeune turque» et le début du renouveau sioniste à Salonique, *Kadima* reprit ses activités sous le nom de *Bibliothèque israélite* et finalement elle rejoignit, après sa fondation en 1918, la *Fédération sioniste de Grèce*⁴⁵.

La révolution «jeune-turque» favorisa l'effervescence sociale dans le pays. La période constitutionnelle qui succéda à l'absolutisme hamidien (1876-1909) fut propice à cette évolution et le développement de la vie associative en fit partie. La première Constitution ottomane (1876) ne garantissait pas la liberté d'association⁴⁶. Celle de 1908, avec les modifications qu'elle subit en août 1909, garantissait le droit associatif aux Ottomans, toutefois avec quelques restrictions, notamment l'interdiction des associations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire, à savoir séparatistes, et des «associations politiques empruntant leur objet et leur titre à une race ou à une nationalité»⁴⁷.

39. Sur *Kadima*, voir: AAIU, Grèce I. G. 3. J. NEHAMA à Paris, 13 janvier 1903 (date de réception); David BENVENISTE. «*Yehudei Saloniki ba-dorot ha-aharonim*» [Les juifs de Salonique dans les dernières générations], Jérusalem: Kariat Sefer, 1973, p. 141.

40. AAIU, loc. cit.

41. BENVENISTE, *Yehudei Saloniki...*, loc. cit.

42. AAIU, loc. cit.

43. *Ibid.*

44. UZIEL, «*Tnu'ot...*», op. cit., p. 127; AAIU, loc. cit.

45. UZIEL, loc. cit.

46. Robert BIANCHI, *Interest Groups and Political Development in Turkey*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1984, p. 109.

47. Pour ces restrictions, voir les articles 3 et 4 de la loi sur les associations (29 recob 1327/16 août 1909): A. BILLOTTI et Ahmed SEDAD. *Législation ottomane depuis le rétablissement de la Constitution*, Paris, Jouve, 1912, t. 1, pp. 295-296. Se référer aussi à BIANCHI, *Interest Groups...*, op. cit., pp. 109-110; Bernard LEWIS, *Islam et Laïcité*, trad. de l'anglais par P. Delamare, Paris, Fayard, 1988, p. 192; Hüseyin HATEMİ, «*Tanzimat ve Meşrutiyet Dönemlerinde Derneklerin Gelişimi*» [L'évolution des associations pendant les *Tanzimat* et les périodes constitutionnelles], in: *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* [Encyclopédie de la Turquie des *Tanzimat* à la République], Istanbul: İletişim Yayınları, s.d., 1: 201-202; Zafer TOPRAK, «1909 Cemiyetler Kanunu» [La loi des associations de 1909], in: *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e...*, op. cit., 1: 205-207.

Les communautés juives de l'Empire n'échappèrent pas à la règle. On constate, en effet, un éveil considérable. Ainsi, les associations quelque peu délaissées jusque-là furent restructurées, d'autres furent créées. La conjoncture tant dans le pays que dans la communauté insuffla une nouvelle dynamique à la vie associative juive.

La fondation d'associations sionistes se situe à la même période. Elle suivit l'implantation d'une antenne de l'Organisation sioniste à Istanbul, en 1908, sous une couverture bancaire, l'*Anglo Levantine Banking Company*. Il y avait eu, sans doute, d'autres associations nationalistes dans l'Empire, avant la révolution «jeune turque», comme *Kadima*. Toutefois, étant donné la politique d'Abdülhamid II au sujet de la Palestine et le climat de suspicion qui avait dominé son règne, ces associations avaient plutôt dû fonctionner clandestinement⁴⁸. C'est surtout après 1908 que la vie associative sioniste se développa dans l'Empire, en particulier à Istanbul. Compte tenu des restrictions déjà mentionnées, elles fonctionnèrent sous différentes couvertures.

L'ottomanisme⁴⁹, préconisé pendant un temps par les «Jeunes-Turcs» n'était pas resté sans écho dans la communauté juive, puisque, pendant les premières années après la révolution, un certain nombre d'associations pour la diffusion de la langue turque apparurent tant à Istanbul que dans les autres grands centres juifs de l'Empire⁵⁰. Les sionistes, à l'instar d'autres groupes d'opinion, qui, pour des raisons tactiques, adhèrent à l'ottomanisme, créèrent eux aussi des associations pour l'enseignement du turc, qui, en même temps, s'attaquaient à l'enseignement de l'hébreu⁵¹.

De fait, du moins en apparence, ce fut notamment sur la renaissance de la langue et de la culture hébraïques que se concentrèrent les activités sionistes jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le rôle des clubs de gymnastique *Makabi* fut également considérable dans la propagation du sionisme. Le mouvement sioniste ainsi que ses associations défendirent localement, jusqu'à la Déclaration Balfour (2 novembre 1917), le principe de l'intégrité du territoire ottoman. Ces associations servirent surtout à mobiliser l'opinion publique juive contre le Grand Rabbinat et l'Alliance. En raison de la conjoncture dans le pays et dans la communauté, elles passèrent par plusieurs phases, du nationalisme camouflé au sionisme affiché, surtout après la guerre.

Quels qu'aient pu être les motifs qui présidèrent à leur fondation, les associations sionistes occupèrent un espace situé entre la tradition et la modernité. Le lieu privilégié de l'action sioniste fut le plus souvent la synagogue, lieu traditionnel de réunion (*kahal*). A cela, il convient d'ajouter les alliances consenties avec les milieux religieux. Pourtant, l'idéologie véhiculée, nationaliste et sioniste, malgré les aménagements locaux, s'insérait bien dans le courant de la modernité juive. Par ailleurs, on sait le rôle que pouvait jouer la synagogue, en dehors de ses fonctions de transmission de la religion et de la

48. COHEN, «*Ha-peilut...*», op. cit., p. 39.

49. Idéal de société tendant à l'unité des différentes composantes ethniques et religieuses de l'Empire ottoman.

50. *El tiempo* (Istanbul), 17 juin 1910; *L'Aurore* (Istanbul), 17 juin 1910; *Jewish Chronicle* (Londres), 3 juin 1910. *AAIU*, Grèce I. G. 3, J. NEHAMA à Paris, 28 juin 1911.

51. *El Judío* (Istanbul), 10 tamuz 5670, 17 juillet 1910; *Hamevasser* (*Ha-mevaser*) (Istanbul), 26 tevet 5671, 26 janvier 1911.

culture juive traditionnelle, pour encourager l'émergence d'un leadership et d'un contrôle social intérieur⁵². Les sionistes misèrent sur cet espace pour ces diverses raisons, soucieux qu'ils étaient de moduler leur action selon les milieux qu'ils voulaient toucher. Ils sécularisaient pour ainsi dire ce haut lieu de la tradition en y prêchant l'amour de Sion. La tradition et le nationalisme, l'une des facettes de la modernité juive, s'y rejoignaient. Alors que l'idéologie de l'Alliance s'était révélée faible dans le contexte du judaïsme ottoman et qu'elle n'avait pu vraiment se substituer à la tradition, surtout dans certaines couches de la population, le sionisme, lui, faisait le lien.

A partir de 1911, l'organisation des Loges du *B'nai Brith* dans les grands centres juifs de l'Empire inaugura aussi une forme de vie associative inconnue jusque-là, comportant également une importante activité philanthropique⁵³. On savait que le *B'nai Brith* est considéré comme la plus ancienne organisation juive séculière américaine⁵⁴. Dans l'Empire, il se transforma rapidement en groupe d'opinion⁵⁵.

Ainsi, entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, la vie associative juive présentait un large échantillon d'associations, témoin de la diversité des courants qui s'implantèrent dans la communauté. Leurs affrontements, les ruptures qu'ils causèrent en cette période de transition de la tradition à la modernité, les objectifs poursuivis par les groupes d'opinion instigateurs de ces courants, la conjoncture dans le pays et dans les communautés aboutirent à la politisation de certains secteurs de la vie associative. En revanche, ceux qui restaient étroitement liés à la vie traditionnelle purent demeurer relativement à l'écart de cette politisation.

SOCIALISATION ET PARTICIPATION POLITIQUES

Les organisations périphériques aux institutions communautaires et les organisations semi-politiques servirent en quelque sorte d'antichambre au leadership communautaire⁵⁶. Elles permirent une socialisation politique avant le passage au centre. C'est sous cet angle qu'on peut aborder la place dans les communautés des comités de l'Alliance et de ses œuvres post scolaires. Les projets de société juive que proposait l'Alliance et les restructurations qu'ils nécessitaient n'étaient point du goût de ceux qui détenaient le pouvoir, en particulier à Istanbul, siège du Grand Rabbinat.

52. W. P. ZENNER and S. DESHEN, «The Historical Ethnology of Middle Eastern Jewry» in Schlomo Deshen and Walter P. Zenner (eds.), *Jewish Societies...*, op. cit., p. 13.

53. *L'Aurore*, 3 mars 1911; *Hamevasser*, 9 adar 5671, 9 mars 1911; *Bulletin de la Grande Loge de District XI - B'nai Brith* (Istanbul) (en abrégé *BGLD*), février 1911-février 1913, part. 2, chap. 6, pp. 105-107; part. 1, chap. 1, pp. 9-12.

54. Deborah Dash MOORE, *B'nai Brith and the Challenge of Ethnic Leadership*, Albany, N. Y., State University of New York Press, 1981, p. 11.

55. BENBASSA, *Haim Nahum...*, op. cit., pp. 295-302, *passim*.

56. Nous nous sommes inspirés de Samuel HUNTINGTON, en apportant les nuances que semblait devoir imposer notre objet d'étude; *Political Order in Changing Societies*, New Haven; Yale University Press, 1968, pp. 22-83, cité par BIANCHI, *Interest Groups...*, op. cit., p. 9. J. Katz aborde également dans ce sens l'une des fonctions des associations traditionnelles; l'apprentissage des affaires communautaires par des jeunes sur une petite échelle avant leur accès au pouvoir; *Tradition...*, op. cit., p. 167. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de l'accession au pouvoir d'un groupe d'opinion et non seulement d'individus pris séparément.

Certes, les tensions entre progressistes et conservateurs ne débutèrent pas avec l'intervention du judaïsme occidental au XIX^e siècle, mais elles remontèrent à la surface et s'accrochèrent avec l'apparition de nouveaux partenaires. D'une manière générale, dans le contexte communautaire de cette époque, étaient considérés comme progressistes ceux qui s'opposaient aux détenteurs du pouvoir. À leur tour, une fois arrivés au pouvoir, ils étaient bientôt taxés de conservatisme par d'autres groupes. Plus tard, ceci s'appliqua aussi aux «alliancistes» (pro-Alliance), progressistes d'hier, qui, après leur accession au pouvoir en 1908, furent traités de conservateurs par les sionistes.

Jusqu'en 1908, les organisations émanant de l'Alliance ou liées à l'Alliance remplirent leur fonction de socialisation politique. Devant la paralysie des institutions communautaires, elles s'érigèrent en un pouvoir périphérique⁵⁷. C'est avec la révolution «jeune-turque» et l'arrivée à la direction communautaire de Haim Nahum⁵⁸, en principe homme de l'Alliance, que la Société se déplaça vers le centre, avec l'appui de ses différentes antennes locales et de la presse qui lui était favorable. Et avec H. Nahum, les notables «alliancistes» qui avaient fait leur apprentissage politique dans des instances de pouvoir périphériques accédèrent alors au pouvoir central, à savoir dans les instances laïques⁵⁹. Dès lors, ils intervinrent directement dans la politique communautaire, en constituant une oligarchie.

Pour les sionistes, la fondation d'associations était d'emblée un outil de propagande. Leur objectif était d'une part de toucher les autorités ottomanes pour faire avancer la question de Palestine, et d'autre part, de s'implanter dans la communauté, les deux étant liés. De surcroît, le représentant de l'Organisation sioniste à Istanbul, Victor Jacobson, était plus proche de la tendance pratique du sionisme, contrairement à la direction en Allemagne, tenante du sionisme politique. Le sionisme pratique, qui faisait primer le *Gegenwartsarbeit* (travail dans le présent) en Diaspora, sur l'activité exclusivement politique, préconisait entre autres de s'assurer le contrôle des conseils communautaires de façon à rassembler les juifs des pays concernés autour d'un projet national et d'endiguer ainsi l'assimilation. Le noyautage, par les sionistes, des instances dirigeantes de la communauté impliquait en l'espèce une révision complète des lignes directrices de la politique menée jusqu'alors par ces mêmes instances, tant à l'intérieur de la communauté qu'à l'extérieur, vis-à-vis du gouvernement.

Le revirement de la population juive en faveur du sionisme devait s'accompagner d'un revirement similaire de ses corps représentatifs, de façon à créer un rapport de forces favorable aux nationalistes contre l'oligarchie, le Grand Rabbin et les éléments proches de l'Alliance. La réalisation d'un tel

57. RORIGUE, *French Jews, Turkish Jews...*, op. cit., pp. 305-306.

58. En 1908, Haim Nahum fut élu *locum tenens* du Grand Rabbin (*Kaymakam*) et en 1909 Grand Rabbin; BENBASSA, *Haim Nahum...*, op. cit., chap. 2 et 3, pp. 73-124. Voir aussi, *Id.*, *Un grand rabbin sépharade en politique (1892-1923)*, Paris, Presses du CNRS, 1990.

59. Soixante laïques siégeaient en permanence, comme le stipulait le Statut organique dans le Conseil général (*meclis-i umumi*), à côté de vingt membres religieux, choisis par les laïques au sein du corps rabbinique. À quoi s'ajoutaient, lors de l'élection d'un Grand Rabbin, quarante délégués laïques des communautés juives de province. Les membres laïques de la capitale étaient en principe élus par les juifs d'Istanbul et de ses faubourgs. Ils composaient également le Conseil laïque (*meclis-i cismani*) qui était le pouvoir exécutif. Les membres de ce dernier conseil étaient choisis parmi les soixante membres laïques du Conseil général.

projet pouvait constituer pour les sionistes une étape importante dans leurs pourparlers avec les autorités ottomanes sur la question de la Palestine, et leur permettre de réorganiser la communauté, de sorte qu'elle devint un interlocuteur susceptible de poser des conditions.

Les sionistes voulaient en effet s'emparer du pouvoir communautaire⁶⁰. Ils s'érigèrent dès lors en parti d'opposition au Grand Rabbinat. Ainsi, ceux qui détenaient le pouvoir devaient aussi se positionner en parti afin de combattre le groupe adverse et ses alliés. Nombre des associations émanant de ces groupes devinrent pour eux des instruments politiques. Avec les sionistes, la politisation des associations gagna en intensité, étant donné les enjeux aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la communauté.

Instruments de l'action politique pour un leadership sioniste importé, ces associations permettaient aussi à une partie des exclus locaux du pouvoir de faire leur apprentissage avant de prendre en mains, à leur tour, les rênes des instances communautaires. Il ne convient pourtant pas de réduire les fonctions des associations sionistes à ces deux seules dimensions. Elles furent aussi perçues par le grand nombre comme de nouveaux espaces nationaux de loisirs et d'expression. Ce sont ces espaces qui contribuèrent à forger la conscience nationale d'une partie de la population juive, défavorisée économiquement, située aux confins de la modernité, et d'une jeunesse sans réelles possibilités d'ascension sociale ou d'intégration dans la société ottomane. Outre cette prise de conscience nationale, qui, dans la période ottomane, ne peut néanmoins être confondue avec des visées séparatistes ou des projets concrets d'immigration en Palestine, les associations sionistes permirent aussi à ces populations l'acquisition d'une conscience politique, plus ou moins imposée et conjoncturelle. Selon les activités proposées et les structures d'accueil existantes, ces associations devaient drainer des clientèles différentes.

La classe moyenne constitua elle aussi une composante non négligeable de la clientèle de ces associations, par exemple dans une ville comme Salonique, où les masses s'engagèrent plutôt dans la *Fédération socialiste ouvrière*⁶¹. On sait que c'est aussi dans cette classe moyenne, qui ne pouvait accéder au pouvoir central communautaire, que se recrutaient les fondateurs et les membres actifs des associations traditionnelles⁶². Quelques intellectuels, journalistes et instituteurs rejoignirent à leur tour l'espace associatif sioniste.

La classe moyenne attendait de participer au pouvoir, vu la place qu'elle commençait à occuper dans la société juive, notamment comme force économique susceptible de se charger des frais communautaires. Le mouvement sioniste, constitué en parti d'opposition, et ses diverses structures, notamment les associations, présentaient de nouveaux espaces plus souples et ouverts.

À Istanbul, l'absence d'un creuset comme la *Fédération socialiste ouvrière* de Salonique permit aussi aux associations sionistes de canaliser le

60. BENBASSA, *Haim Nahum...*, op. cit., part. 3, chap. 1; «Les sionistes à la "conquête" des institutions communautaires», pp. 355-417.

61. Paul DUMONT évalue à plusieurs milliers ses sympathisants, qui n'étaient certes pas tous des juifs, encore que ceux-ci fussent de loin les plus nombreux: «La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques», *East European Quarterly* 14 (4), hiv. 1980, p. 383.

62. KATZ, *Tradition...*, op. cit., p. 166.

mécontentement populaire et les revendications sociales des masses. Le sionisme était un mouvement politique et, comme tel, cherchait à rassembler les mécontents de tous bords et à les transformer en une force de soutien.

D'une manière similaire, au lendemain de la révolution «jeune-turque», les notables progressistes liés à l'Alliance avaient tenté d'exploiter le mécontentement populaire contre les dirigeants en place et d'en faire une force favorable à leur candidat au Grand Rabbinate, et susceptible d'asseoir leur propre pouvoir. Ainsi, à côté des manifestations de soutien au nouveau régime organisées par les associations juives, les réunions ayant pour objet la redéfinition de la gestion communautaire se multiplièrent à Istanbul⁶³. Par la suite, les lieux de culte eux-mêmes furent investis à cette fin⁶⁴.

De leur côté, les conservateurs, déjà partiellement dépossédés du pouvoir communautaire en 1908, par le groupe «allianciste», adversaire de longue date, manœuvrèrent la corporation des bouchers contre la nouvelle direction⁶⁵. Cette corporation, qui levait la taxe (*gabela*) sur la viande *kaser*, laquelle couvrait une partie importante des frais du Grand Rabbinate, constituait une force économique importante dans la communauté. Ses grèves, en paralysant la vie communautaire, visaient à la déstabilisation de l'équipe au pouvoir. Les clubs et associations gagnés au groupe progressiste se mobilisèrent pour les briser.

L'affrontement entre l'Alliance et les sionistes, par associations interposées, remonte à l'affaire de l'*Amicale*. En 1910, les «alliancistes» prirent l'initiative de fonder une *Association des anciens élèves de l'Alliance*⁶⁶. De sérieuses controverses agitérent l'assemblée à laquelle furent soumis les statuts de la nouvelle Association⁶⁷. En fait, cette assemblée était constituée de deux fractions. L'une de tendance sioniste, numériquement plus forte et mieux organisée, et l'autre, minoritaire, rangée du côté de l'Alliance sur laquelle comptaient ceux qui avaient projeté la fondation de l'association.

L'un des articles des statuts fut l'occasion d'un conflit qui déboucha sur une scission. La tendance pro-sioniste voulait que l'Association se chargeât : «De provoquer, toutes les fois que les événements l'exigent, un mouvement de solidarité dans le sein de la population juive en faveur de ceux de nos coreligionnaires de n'importe quel pays qui souffrent en leur qualité d'israélites»⁶⁸. En fait, cette mission figurait déjà non seulement dans l'alinéa 2 de l'article 1 des statuts de l'Alliance⁶⁹, mais aussi dans ceux de l'*Association des anciens élèves de l'Alliance* à Salonique (article 5)⁷⁰. Les sionistes comptaient battre les «alliancistes» avec leurs propres armes et sur leur propre terrain.

63. *El Tiempo* (Istanbul), 21 octobre 1908; *AAIU*, Turquie XXX, E., H. NAHUM à Paris, 24 décembre 1908, *Archives israélites* (Paris) (4), 28 janvier 1909, 28.

64. *El Tiempo* (Istanbul), 9 septembre 1908.

65. *El Tiempo*, 31 août 1908; 9 septembre 1909; 11 septembre 1908; 5 novembre 1908; 11 novembre 1908, *Archives Israélites*, loc. cit.

66. *El Tiempo*, 22 avril 1910; *BA*, septembre 1910, pp. 5-6.

67. *Ibid.*, p. 11.

68. *Ibid.*

69. Pour le texte des statuts voir: André CHOURAQUI, *Cent ans d'histoire: l'Alliance Israélite universelle et la renaissance juive contemporaine (1860-1960)*, Paris: P.U.F., 1965, p. 412. L'alinéa en question appelait à «prêter un appui efficace à ceux qui souffrent pour leur qualité d'israélites».

70. *BSa* [12], 1908, p. 57; [13], 1909, p. 67.

Tenant le discours de l'Alliance, ils ne visaient pourtant pas les mêmes objectifs. La confusion qui en résultait, loin d'effrayer les hésitants, était susceptible de les gagner à la cause sioniste. En fait, en insistant pour ce que cet article figurât dans les statuts, la fraction sioniste annonçait la portée politique qu'elle voulait donner à l'association. A son tour, la minorité «allianciste» prétendait que le but que les sionistes souhaitaient lui assigner n'était pas compatible avec le statut d'une œuvre post-scolaire⁷¹.

Le Grand Rabbinate et les «alliancistes» avaient projeté la création d'une œuvre qui pût leur servir de soutien politique face aux associations et aux clubs sionistes qui essaïmaient dans la ville. Mais ils n'avaient pas évalué à sa juste mesure l'impact du sionisme sur les élèves issus des écoles de l'Alliance. En fait, leur propre clientèle était en train de passer dans le camp adverse. Cette bataille sur l'article incriminé visait à éviter qu'une Association de l'Alliance ne devînt un organe politique sioniste. Il y eut scission. Pour sa part, la fraction majoritaire, sioniste, donna à l'association le nom d'*Agudat Crémieux* (Association Crémieux), du nom de l'illustre président de l'Alliance, Adolphe Crémieux. Elle se prévalait ainsi du prestige de l'Alliance et entretenait l'équivoque.

Le groupe «allianciste» fonda à son tour une association sous le nom d'*Amicale*, sur le modèle de *Associations des anciens élèves* existant déjà dans les provinces ottomanes⁷². Il reformula l'article litigieux dans un sens restrictif de façon à souligner le caractère philanthropique de l'action préconisée par l'*Amicale*⁷³. En outre, l'article 4 de ses statuts précisait que l'association ne poursuivait aucun but politique⁷⁴.

A la même période, un phénomène similaire s'était produit à Salonique⁷⁵. Le *Nouveau Club* était né d'une scission du *Club des intimes*⁷⁶. Ce dernier se dédiait en particulier aux activités philanthropiques et culturelles. Au lendemain de la révolution «jeune-turque», il avait flirté avec le sionisme, accueillant même des conférenciers sionistes comme Vladimir Jabotinsky (en 1908) et Victor Jacobson (en 1909). Il évolua ensuite vers un ottomanisme «affiché et bruyant», doublé d'une nette tendance «allianciste». Ce changement déboucha sur la création du *Nouveau Club* par les membres du *Club des intimes* qui désavouaient sa nouvelle ligne. Le *Nouveau Club* se distingua par ses positions nationalistes et hébreophiles. Chacun des deux clubs avait son propre journal. Tous deux prirent une part active à la politique communautaire de Salonique⁷⁷.

Les clubs et associations sionistes qualifiaient l'œuvre de l'Alliance d'assimilationniste et antinationale. De son côté, l'Alliance faisait mine d'être au-dessus de la mêlée et d'ignorer les sionistes, sans oublier pourtant ses déboires avec eux en Bulgarie, dans les premières années du xx^e siècle, déboires qui

71. *BA*, op. cit., p. 12.

72. Hamevasser (Istanbul), 15 iyar 5670, 24 mai 1910: Rodrigue, French Jews, Turkish Jews..., op. cit., p. 315.

73. Article 2, alinéa 5: *BA* (Istanbul), septembre 1910, p. 99.

74. *Id.*, p. 100.

75. Sur ces deux clubs, voir: *AAIU*, Grèce I. G. 3, J. NEHAMA à Paris, 28 juin 1911; UZIEL, «Tnu'ot...», op. cit., pp. 128-129; BENVENISTE, *Yehudei Saloniki...*, op. cit., p. 147.

76. *AAIU*, loc. cit.

77. *Ibid.*

aboutirent à la fermeture de ses écoles (à l'exception de deux), en 1913⁷⁸. Elle n'en agissait pas moins en coulisses. La présence d'«alliancistes» dans les instances communautaires était une garantie, quoique provisoire, de la survie de ses écoles sur place, malgré l'érosion croissante de sa réputation. Ses associations et les organisations parallèles noyautées par ses sympathisants lui permettaient de défendre cette présence. Sur le rôle joué par l'*Association des anciens élèves de l'Alliance* à Salonique, Joseph Nehama, directeur d'école, s'exprimait ainsi: «Nous avons collaboré, avec d'autres centres de réunion, aux élections communales, et de notre collaboration a résulté un Conseil communal largement ouvert aux idées et aux tendances modernes.»⁷⁹

Sur une plus petite échelle, l'*Amicale* d'Istanbul agit dans le même sens, sans pour autant pouvoir tenir tête aux associations sionistes. Ses capacités de mobilisation se révélèrent relativement minces. En fait, l'impact politique des associations liées à l'Alliance varia suivant les centres juifs, la conjoncture locale et le degré du déploiement de l'activité sioniste.

Les sionistes utilisèrent également la vie associative pour sceller leur alliance avec d'autres groupes d'opinion. C'est ainsi qu'ils réussirent à regrouper en 1911 les milieux rabbiniques au sein d'une association: *Histadrut ha-Rabanim* (Union des rabbins)⁸⁰. Les sionistes profitèrent de la méfiance et souvent de l'opposition à la modernité, à la couche occidentalisation et à ses notables, à l'enseignement de type occidental, puis à l'Alliance et à son œuvre scolaire, que manifestaient les religieux déjà au XIX^e siècle. Certes, ceux-ci avaient perdu leur suprématie au profit des «alliancistes», mais continuaient encore à siéger dans les instances mixte et religieuse du Grand Rabinat. Les sionistes pouvaient espérer, grâce à cette alliance, détourner à leur profit leurs voix et celles de leurs appuis conservateurs à l'intérieur de ces instances, et fidéliser davantage les masses qui leur étaient proches. La cheville ouvrière de la mobilisation des rabbins fut David Marcus, lié aux sionistes, représentant du *Hilfsverein* et rabbin de la communauté achkénaze. Par ce stratagème, les sionistes avaient non seulement exploité le contentieux communautaire entre religieux et conservateurs d'une part, et progressistes d'autre part, mais aussi, par l'intermédiaire de ce leader, avaient rallié les Achkénazes (parmi lesquels se recrutaient bon nombre de sympathisants sionistes), sous-représentés dans les instances communautaires, et le *Hilfsverein*, rival de l'Alliance. La fondation de cette *Histadrut* s'insère dans l'épreuve de force entreprise par les sionistes pour conquérir les institutions communautaires. Son rôle ne fut pas vraiment déterminant mais il aida les sionistes dans leur tâche.

Ainsi, les groupes d'opinion utilisèrent les associations tantôt pour garder le pouvoir, tantôt pour le conquérir.

Nombre d'associations et clubs fondés par les sionistes à partir des années 1910, comme *Ha-Ivria* (L'hébraïque), dont la maison mère se trouvait à Berlin,

et *Béné Israel* (Les fils d'Israël), ou d'autres, seulement noyautés, comme la *Société juive de chant Renana*, se transformèrent non seulement en foyers de propagande mais aussi en viviers politiques non négligeables, et ce jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il est pourtant difficile d'évaluer leur taux de fréquentation.

En 1914, par la fondation de la *Histadrut zionit otomanit* (Organisation sioniste ottomane), les sionistes s'affichèrent ouvertement⁸¹. Celle-ci fut immédiatement dissoute⁸². La vie associative sioniste à visage découvert apparut en fait après la Première Guerre mondiale.

Le *B'nai Brith* de Constantinople allait peu à peu devenir un foyer sioniste, surtout après la guerre. Dès sa fondation, V. Jacobson ainsi que d'autres militants sionistes, professionnels et non-professionnels, figuraient parmi les *Frères*. Des personnalités liées à l'Alliance en faisaient également partie. Les premiers pesèrent sans doute davantage sur la ligne politique poursuivie par le *B'nai Brith*. Puis il y eut aussi un glissement conjoncturel vers le sionisme, en réaction au groupe dirigeant. En fait, la Loge d'Istanbul regroupa progressivement «l'élite intellectuelle et l'aristocratie financière»⁸³, à savoir une clientèle qui, habituellement, se dirigeait vers les associations liées à l'Alliance. Ce n'est pas un hasard si le secrétaire de l'Alliance était intervenu, en 1911, auprès du Grand Rabbin afin de le persuader de s'opposer à l'implantation de cette organisation en Turquie, susceptible de lui faire concurrence⁸⁴.

Les associations sionistes servirent même de modèle à ceux qui les combattaient. C'est en fait l'usage fait par les sionistes de l'association comme instrument politique qui fut retenu. L'association *Béné Israel* fut fondée en 1919 par le Grand Rabbin et ses amis, du nom d'une association sioniste de 1910. Le réveil du sentiment national entraînait dans ses objectifs. La conjoncture de l'après-guerre permettait ce genre d'audace de la part du groupe dirigeant et lui donnait l'occasion de récupérer l'acquis sioniste à son profit. Composée de notables «alliancistes» et des membres de l'*Amicale*, elle était une sorte de «parti de défense»⁸⁵. Son programme, apparemment semblable à celui de n'importe quelle association nationaliste, pouvait lui attirer la clientèle sioniste et, à terme, renverser les rapports de force, en faveur de l'oligarchie et de son chef⁸⁶.

Le clientélisme était toujours à l'ordre du jour et la vie associative était employée à cette fin. L'association créée et ses ramifications dans les faubourgs ne semblent pas avoir été très efficaces. Elles n'arrivèrent ni à renforcer la position du groupe dirigeant, puisqu'il céda sa place à ses adversaires, ni à affaiblir les associations sionistes, qui continuèrent à se multiplier.

En revanche, dans les années qui suivirent l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), les sionistes récoltèrent les fruits de l'intense propagande qu'ils avaient menée avant la guerre, succès auquel les associations avaient

78. Sur l'expérience de l'Alliance en Bulgarie: *AAIU*, Bulgarie, I. G. 14, [M.] Cohen à Paris, 8 août 1898; Comité central des sionistes de Bulgarie au Comité central à Paris, 2 août 1903; *ibid.*, I. G. 7, G. Arié à Paris, 14 mai 1911; RODRIGUE, *French Jews, Turkish Jews...*, op. cit., p. 334.

79. *BSa* [14], 1910, p. 50.

80. Pour cette *Union*, voir BENBASSA, *Haim Nahum...*, op. cit., pp. 285, 382-386, 400.

81. *El Tiempo*, 27 mars 1914; *Jewish Chronicle*, 3 avril 1914.

82. *El Tiempo*, 16 avril 1914; *Jewish Chronicle*, 24 avril 1914.

83. *La Nation* (Istanbul), 16 juin 1922.

84. *AAIU*, registre secrétariat 225, J. Bigart à H. Nahum, 14 février 1911.

85. *AAIU*, Turquie XXX. E, H. Nahum à Paris, 27 avril 1919.

86. *Ibid.*, Turquie I. G. 1, A. Benveniste à Paris, 13 avril 1919; *La Nation*, 23 juillet 1920.

largement contribué. En 1919, les associations sionistes furent regroupées dans la *Fédération sioniste d'Orient* (abrégié en *F.S.O.*). La vie associative sioniste se transformait ainsi en un réel second pouvoir communautaire, mais encore d'opposition. Elle avait contribué à gagner les masses d'habitude silencieuses et à en faire un levier que les sionistes utilisèrent à maintes occasions. Il existait désormais un électorat (certes éphémère) qui allait favoriser le succès des sionistes lors des élections communautaires de 1920, et ce pas seulement dans les faubourgs populeux d'Istanbul⁸⁷.

L'association comme moyen de propagande peut être considérée comme une donnée nouvelle de la vie associative des grands centres juifs. L'Alliance ouvrit la voie, les progressistes s'y engagèrent et les sionistes prirent le relais pour transformer l'association en un véritable espace politique d'un parti.

L'association ne fonctionna en tant qu'espace de socialisation ou de participation politique que lorsqu'elle constitua un lieu alternatif par rapport aux instances communautaires et au groupe qui les contrôlait. Ces deux grandes fonctions de la vie associative moderne, parmi d'autres, purent être assurées conjointement par le même ensemble d'associations, comme ce fut le cas des associations sionistes.

Pendant les années 1908-1920, lorsque l'essentiel du pouvoir institutionnel était entre les mains du groupe «allianciste», la dynamique associative se focalisa, selon le cas, soit sur la lutte à mener contre l'oligarchie en place, soit sur les ripostes à organiser contre ceux qui la menaçaient. Même s'ils noyautèrent les institutions du Grand Rabbinate et s'ils contrôlèrent, par intermittence, le pouvoir exécutif, les sionistes furent malgré tout d'abord du côté des exclus du pouvoir, qu'ils purent ainsi plus facilement rassembler.

VERS L'INSTITUTIONNALISATION

Déjà, avec la fondation de la *F.S.O.* (4000 membres en 1920 selon les chiffres officiels sionistes)⁸⁸, la vie associative sioniste commença à s'institutionnaliser. En cessant d'être au service d'un parti d'opposition, elle perdit de sa portée politique, d'autant qu'à partir de 1920, avec la désignation d'un dirigeant communautaire (Haim Bédjérano) plus conciliant avec le sionisme que son prédécesseur, les sionistes devinrent un partenaire, parmi d'autres, de la vie communautaire. La conjoncture favorisait un tel rapprochement. On constate alors la quasi-hégémonie des sionistes dans les instances communautaires, du moins jusqu'en 1922⁸⁹. Cette situation rendait moins nécessaire la mobilisation d'avant 1920. La neutralité fut aussi de mise à l'*Amicale* et au *B'nai Brith*.

87. *La Nation*, 12 mars 1920, 2 avril 1920; *El Tiempo*, 16 mars 1920, 30 mars 1920; *AAIU*, Turquie II. C. 8, A. Benveniste à Paris, 30 mars 1920. Ces élections ne furent pas conduites à leur terme et les autorités ottomanes, sous prétexte de la participation d'étrangers, demandèrent leur annulation. Elles furent reprises en septembre 1920: *La Nation*, 10 septembre 1920.

88. Ces chiffres doivent être considérés avec prudence. A cette période, les sionistes avaient tout intérêt à les gonfler pour convaincre de leur importance tant l'Organisation à Londres que l'opinion publique locale: *La Nation*, 23 juillet 1920.

89. Pour un historique des rapports entre les sionistes et le *locum tenens* jusqu'en 1922, année marquée d'un regain de tension communautaire, voir *La Nation*, 28 juillet 1922.

Par ailleurs, le contexte international, la position de repli adoptée par l'Organisation sioniste mondiale (Londres) à l'égard du sionisme en Turquie depuis que la Palestine ne faisait plus partie de l'Empire, le développement d'un sionisme local plus indépendant provoquèrent une relative dépolitisation de la vie associative sioniste qui devint un espace de propagande non plus pour une participation politique dans la communauté, mais pour le sionisme en tant que tel.

La *F.S.O.* tentait de mettre la main sur les différentes associations d'Istanbul, en créait d'autres en province, les contrôlait de plus près⁹⁰ afin de ne pas perdre du terrain face aux tendances nationalistes et sionistes qui ne reconnaissaient pas sa suprématie et disposaient de leur propre réseau associatif⁹¹. Les associations se multipliaient, fusionnaient, disparaissaient⁹². On évaluait à au moins une demi-douzaine le nombre d'associations dans chacun des faubourgs de la capitale (avec des antennes de *Sivat Zion* [retour à Sion], *B'nei Zion* [Filles de Zion], *Makabi* et autres⁹³). De plus en plus nombreux à Istanbul, les immigrants achkénazes fuyant les pogromes créaient les leurs. Cette situation perdura jusqu'à l'avènement de la République en 1923.

Les associations sionistes ne représentaient certes plus les mêmes enjeux et leurs assemblées générales étaient plutôt désertées⁹⁴. Elles proposaient pourtant un échantillon d'activités ludiques assez impressionnant, allant des concerts de musique juive aux fêtes champêtres, en passant par des conférences à thèmes nationaux, des films à thèmes bibliques, etc... Elles constituaient un véritable espace de loisirs et de culture nationaux. De surcroît, elle se chargeaient des différentes collectes pour l'Organisation sioniste mondiale et ses ramifications en vue de l'édification du foyer national juif en Palestine. On peut même se demander comment les autochtones pouvaient faire le tri entre ces différentes activités et collectes. Les fêtes, les bals et les garden-parties proposés pour recueillir de l'argent ne se distinguaient guère des traditionnelles mondanités des associations de bienfaisance, du *B'nai Brith* ou de l'*Amicale*⁹⁵. Les associations sionistes avaient besoin des couches aisées, elles leur proposaient aussi des activités auxquelles elles étaient habituées⁹⁶. Les masses n'étaient pas non plus ignorées, leur obole avait toujours son importance. Par le biais des synagogues réinvesties et des loisirs populaires, les associations sionistes maintenaient le contact avec elles.

90. Pour les rapports entre la *F.S.O.* et les associations, voir *La Nation*, 27 mai 1921, 3 juin 1921, 10 juin 1921 (comptes rendus du 3^e Congrès de la *F.S.O.*). Pour une liste des associations affiliées à la *F.S.O.*, se référer à *La Nation*, 16 décembre 1921. Pour le durcissement du contrôle, consulter *La Nation*, 23 septembre 1921, 30 septembre 1921, 24 mars 1922 (concerne les réunions des comités des associations affiliées), 11 novembre 1921.

91. Il s'agissait de la Société *Makabi* et de la *Hit'ahdut* (abréviation de *Hit'ahdut šel Ha-Po'el Ha-Za'ir u-Ze'irei Zion*, Union mondiale d'*Ha-Po'el Ha-Za'ir* et *Ze'irei Zion*), *La Nation* (Istanbul), 3 juin 1921, 14 avril 1922, 24 mars 1922.

92. Cette dynamique ressort à la lecture du journal *La Nation*; en guise d'exemple, voir: 21 mai 1920, 17 décembre 1920, 18 mars 1921, 28 octobre 1921, 3 novembre 1921.

93. *La Nation*, 21 mai 1920.

94. *La Nation*, 28 avril 1921, 2 décembre 1921, 26 mai 1922, 16 juin 1922.

95. *La Nation*, 3 septembre 1920, 4 mars 1921, 10 août 1921.

96. *Id.*, 23 juillet 1920. Les efforts en direction des strates aisées furent considérés au 2^e Congrès de la *F.S.O.* comme une erreur stratégique vu la médiocrité des fonds recueillis. «C'est à la classe moyenne, à la classe pauvre qu'on eût dû penser», déclaraient les sionistes.

Les associations sionistes faisaient désormais fonction d'intermédiaires philanthropiques entre l'Organisation sioniste et la population juive locale. Il s'agissait de philanthropie moderne et d'une solidarité juive au service du sionisme, et non des nécessiteux des communautés. En fait, de ce point de vue, les associations sionistes se situaient encore entre la tradition et la modernité. Toutes ces associations étaient-elles fréquentées régulièrement et massivement ? A en juger par les fusions qui s'opéraient et la disparition rapide de certaines d'entre elles, il est vraisemblable qu'elles n'attiraient pas des foules sauf, probablement, pour les activités de loisir qu'elles offraient. D'ailleurs, ces associations n'avaient même pas des programmes bien définis permettant de les distinguer les unes des autres. Toutefois, vu leur nombre, et même si elles étaient moyennement fréquentées, elles devaient toucher un public assez large.

Il reste que d'espaces alternatifs, devenus espaces institutionnalisés, ces associations avaient perdu leur raison d'être première. Et si les périodes de rupture (révolution « jeune-turque » ou occupation de la Turquie par les alliés) avaient favorisé l'essor de la vie associative, surtout sioniste (ce fut aussi le cas à Salonique dès son occupation par les Grecs en 1912), ce sont les conflits communautaires nés de l'affrontement des différents groupes d'opinion et, d'une façon générale, la politisation de la vie communautaire qui avaient donné son élan et sa vigueur à presque toute la vie associative.

Esther BENBASSA,

*C.N.R.S. - Centre de Recherches sur la
Civilisation de l'Europe moderne (Paris-Sorbonne).*